

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20221116-lmc1180103-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 21 novembre 2022
Date d'affichage : 21/11/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	16	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center">N° 22/11/288</p> <p align="center">PRESENTATION DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023 DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - DEBAT</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 16 novembre 2022

N° D' O R D R E : 22/11/288

**O B J E T : PRESENTATION DU RAPPORT D'ORIENTATIONS
BUDGETAIRES 2023 DE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE - DEBAT**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1 et L.2312-1,

VU l'article 107 de la loi n°2015-991 en date du 7 août 2015,

VU le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le rapport d'orientations budgétaires retraçant les informations nécessaires au débat d'orientations budgétaires annexé,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires relatif à l'exercice 2023, concernant les budgets de la Métropole Toulon Provence Méditerranée suivants :

- Budget Principal
- Budget Annexe Transports
- Budget Annexe Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier-sur-Mer
- Budget Annexe Assainissement
- Budget Annexe Espaces d'Activités Entrepreneuriales, Innovantes et Universitaires
- Budget Annexe Aménagements des Zones d'Activités Economiques
- Budget Annexe Eau
- Budget Annexe Ports Métropolitains
- Budget Annexe Toulon Port de Commerce
- Budget Annexe Assainissement Non Collectif
- Budget Annexe Parkings Métropolitains

CONSIDERANT que ce rapport ci-annexé doit donner lieu à un débat et faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE PRENDRE ACTE de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires préalable au vote du budget primitif 2023 et de la transmission de son Rapport.

ARTICLE 2

DE VOTER la présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2023 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Basma BOUCHKARA.



SOMMAIRE

Introduction – Cadre Général	4
Le Contexte	5
1- Des recettes de fonctionnement dynamiques calées sur l'inflation	6
La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	6
La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	6
Les taxes foncières (TFPB, TFPNB, TEOM, CFE) et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)	7
Les allocations compensatrices	7
La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)	7
Le produit pour la GEMAPI	7
L'attribution de compensation versée par les communes	7
Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)	7
La Taxe de Séjour	7
Le Versement Mobilité (VM)	8
Les produits issus de l'Assainissement, de l'Eau Potable, des Ports, des Parkings et des services publics délégués	8
2- Des charges de fonctionnement en nette augmentation	9
Les charges à caractère général	9
Les charges de personnel	9
La structure des charges de personnel sur les 2 derniers exercices clos	10
La structure des effectifs	10
La durée du travail	12
Avantages en nature logement et véhicule	12
Les charges de gestion courante	13
Les reversements de fiscalité	14
3- L'épargne brute et la dette	14
4- Un niveau d'investissement qui reste ambitieux	16

Introduction – Cadre Général

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une étape du cycle budgétaire dont les modalités d'organisation sont prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Ainsi, conformément aux articles L. 2312-1, L. 5211-36 et L. 5217-10-4 du CGCT, le débat s'appuiera notamment sur le présent rapport, qui vise à présenter les orientations budgétaires de la Métropole, ses engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette contractée ainsi que la structure et l'évolution de ses dépenses et de ses effectifs.

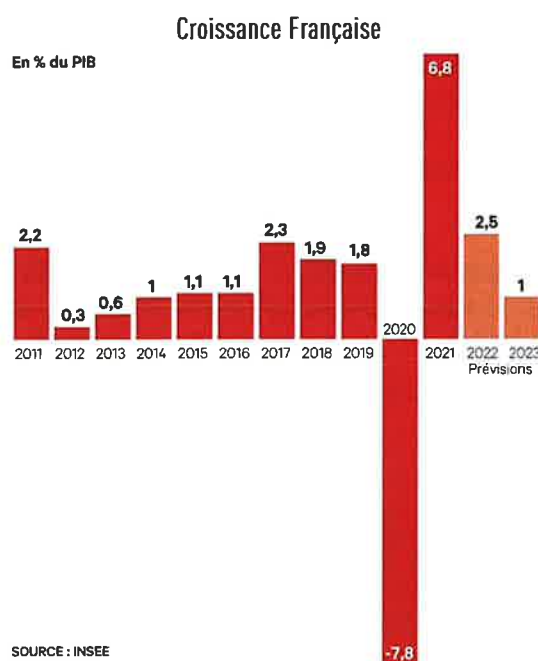
A cet effet, le rapport sur les orientations budgétaires de la Métropole Toulon Provence Méditerranée présentera le contexte au 1^{er} janvier 2023, les Produits, les Charges, l'Épargne brute, la dette et les Investissements.



Le Contexte

Ce débat d'orientations budgétaires se déroule dans un contexte international marqué par la guerre en Ukraine et une crise énergétique européenne sans précédent. Après un certain retour à la normale en 2021 suite à l'épidémie du Covid-19 en 2020, l'année 2022 est donc frappée par une nouvelle crise dont les effets vont se poursuivre en 2023.

La croissance du PIB en 2022 est cependant restée soutenue prévue autour de 2,5%, surfant sur la vague de la reprise économique de 2021. Pour 2023, l'incertitude règne avec des prévisions de croissance plus pessimistes qui vont dépendre de l'évolution des prix de l'énergie, de l'inflation et des taux d'intérêt.



En 2021, la Métropole a retrouvé son niveau d'épargne brute d'avant crise sanitaire (55,4 M€).

Pour 2022, malgré une très forte pression sur nos charges de fonctionnement (inflation, révisions de prix, augmentation du point d'indice...), nous espérons maintenir notre épargne grâce au dynamisme de nos ressources fiscales (TVA, TF).

Concernant 2023, nous gardons pour objectif de maintenir nos ratios de bonne santé financière avec pour principale incertitude, l'évolution des prix de l'énergie et notamment de l'électricité. L'inflation devrait rester importante en 2023, prévue autour de 4,7% par la Banque de France (5,6% en septembre 2022). Du côté du Projet de Loi de Finances 2023 (PLF 2023), les principales mesures concernent la suppression de la CVAE en 2 ans, l'augmentation de l'enveloppe de la DGF, le maintien des dotations d'investissement, le non plafonnement de la révision des valeurs locatives et très certainement le report de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. Un « bouclier énergétique » est également prévu avec des conditions d'éligibilité (baisse de l'épargne brute de plus de 25%).

Enfin, la loi de programmation des finances publiques 2023-2027 réintroduit dans son article 23, l'encadrement de nos dépenses de fonctionnement à travers un « pacte de confiance » qui fixe un objectif d'évolution des dépenses égale à l'inflation moins 0,5%. Contrairement aux précédents « contrats de cahors » cette limite sera fixée pour chaque catégorie de collectivités et l'analyse au cas par cas ne se fera qu'en cas de dépassement par la catégorie. En cas de non-respect de cet objectif pour une strate donnée, des mesures seront prises pour les collectivités ayant dépassé l'objectif, notamment via une exclusion des subventions d'investissement de l'État et une reprise financière égale à 75% du dépassement. Cette reprise financière ne s'appliquera qu'à partir de l'année 2024.

1- Des recettes de fonctionnement dynamiques calées sur l'inflation

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

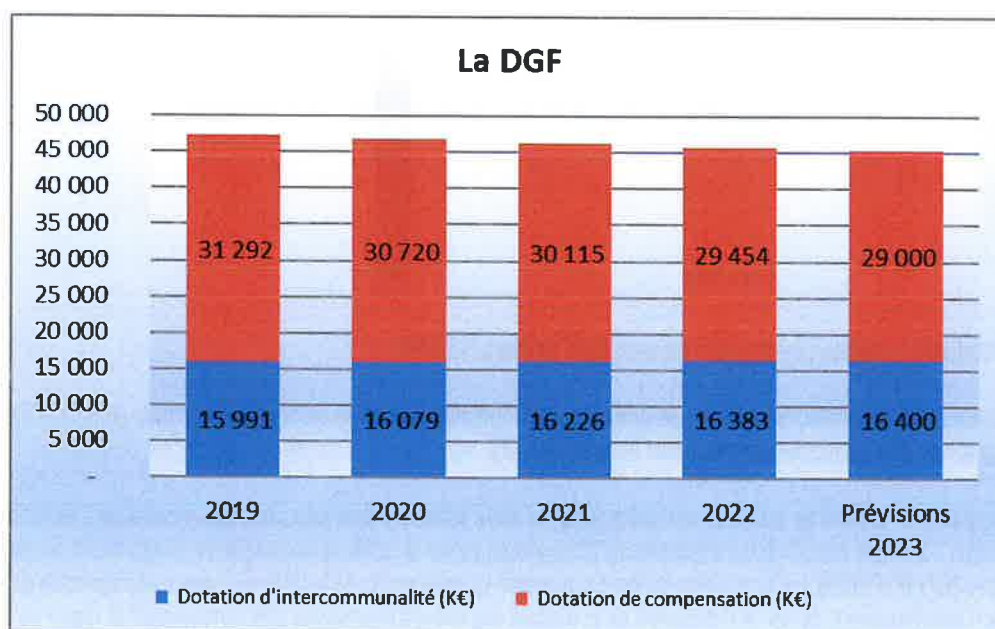
La DGF perçue par TPM comprend deux parts : la dotation d'intercommunalité et la dotation de compensation.

L'enveloppe nationale de la Dotation Globale de Fonctionnement est stabilisée à 26,6 milliards d'euros depuis 2017. Cependant cette enveloppe comprend l'évolution de certaines dotations de péréquation comme la dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) dont les augmentations annuelles se font au détriment d'autres dotations, comme notre dotation de compensation, qui jouent le rôle de variables d'ajustement.

En 2023 et pour la première fois depuis plus de 10 ans, l'enveloppe nationale de la DGF devrait augmenter de 210 M€ afin de financer les augmentations des dotations de péréquation : +90M€ pour la DSU, +90 M€ pour la DSR et +30M€ pour la dotation d'intercommunalité.

Ainsi notre dotation d'intercommunalité fixée à 60€ par habitant devrait varier légèrement en 2023 en fonction de l'évolution de la population sur nos 12 communes.

Concernant notre dotation de compensation (2ème composante de notre DGF), les +30M€ alloués à l'évolution de la dotation d'intercommunalité devrait limiter l'écroulement de notre dotation de compensation sans toutefois l'interrompre. Cette dotation, en diminution de 2 à 3% par an depuis 2011, devrait poursuivre sa baisse en 2023 et nos prévisions seront établies en ce sens.



La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

En 2021, le produit de la taxe d'habitation des résidences principales et des allocations compensatrices a été remplacé par une compensation sous la forme d'une fraction de TVA représentant 80 M€ pour la Métropole. Cette enveloppe évolue annuellement en fonction du produit national de la TVA. L'évolution 2022, prévue initialement à 3%, s'établit en octobre à environ 9% avec un produit total de 87,9 M€.

Bien que supprimée en deux temps pour les entreprises, la CVAE ne sera plus perçue par les collectivités dès 2023 et sera également compensée par une fraction de TVA calculée sur la moyenne du produit de CVAE perçu entre 2020 et 2023. Un amendement a en effet rajouté l'année 2023 afin d'atténuer l'effet Covid-19 et d'obtenir un montant de la compensation plus proche de la réalité et plus favorable aux collectivités. Cette compensation ainsi calculée bénéficiera dès 2023 de la dynamique du produit national de TVA. Le produit de CVAE sur les 3 dernières années s'élève en moyenne à 20 M€. Il faudra donc rajouter l'année 2023 à cette moyenne et lui appliquer le taux d'évolution de la TVA en 2023 pour obtenir notre compensation.

Ainsi pour 2023, nous prévoyons un produit global de TVA de 108 M€ (88 M€ + 20M€) avec une prévision prudente de croissance de 2%, soit 110 M€ (les estimations actuelles se situent autour de +5%).

Les taxes foncières (TFPB, TFPNB, TEOM, CFE) et taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)

La révision des valeurs locatives pour l'année N se fait nationalement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre novembre N-2 et novembre N-1. Cette révision était de +3,4% pour 2022. En septembre 2022, l'inflation est de 5,6% mais elle pourrait atteindre 7% en novembre. Pour l'instant le PLF 2023 ne prévoit aucun mécanisme de plafonnement mais nous inscrirons dans un premier temps une évolution de 4% pour l'ensemble de nos taxes ménages afin de nous prémunir d'un éventuel amendement qui pourrait intervenir d'ici l'adoption définitive du PLF.

Concernant la réforme des valeurs locatives professionnelles, un amendement au PLF 2023 vise à reporter en 2025 l'intégration des nouveaux paramètres collectifs. Ce sont donc les tarifs catégoriels/sectoriels actuellement en vigueur (utilisés pour la taxation 2022) qui seront mis à jour pour la taxation 2023, selon la méthodologie utilisée depuis 2019 (moyenne de l'évolution annuelle des loyers des trois années précédant l'année de la mise à jour). Nous tablons sur 3% d'évolution.

Les produits attendus hors compensations sont donc les suivants :

- Taxes Foncières sur les Propriétés Bâties et Non Bâties (TFPB et TFPNB) : 34,8 M€
- TEOM : 79 M€
- CFE : 43,5 M€
- THRS : 11,5 M€

Les allocations compensatrices

Le produit des allocations compensatrices 2022 de 4,9 M€ sera reconduit pour 2023, aucune réforme particulière n'étant annoncée.

La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)

Concernant la TASCOM, payée par les commerces qui exploitent une surface de vente au détail de plus de 400 m² et réalisant un chiffre d'affaires HT à partir de 460 000 €. En légère baisse depuis 2021, nous prévoyons un produit de 6 M€ en 2023.

Le produit pour la GEMAPI

Nous reconduirons le même produit de 4,7 M€ en 2023, conformément à notre programme d'aménagement et de protection contre les inondations sur le court et moyen terme. Ce montant représente en moyenne un peu moins de 11€ par habitant.

L'attribution de compensation versée par les communes

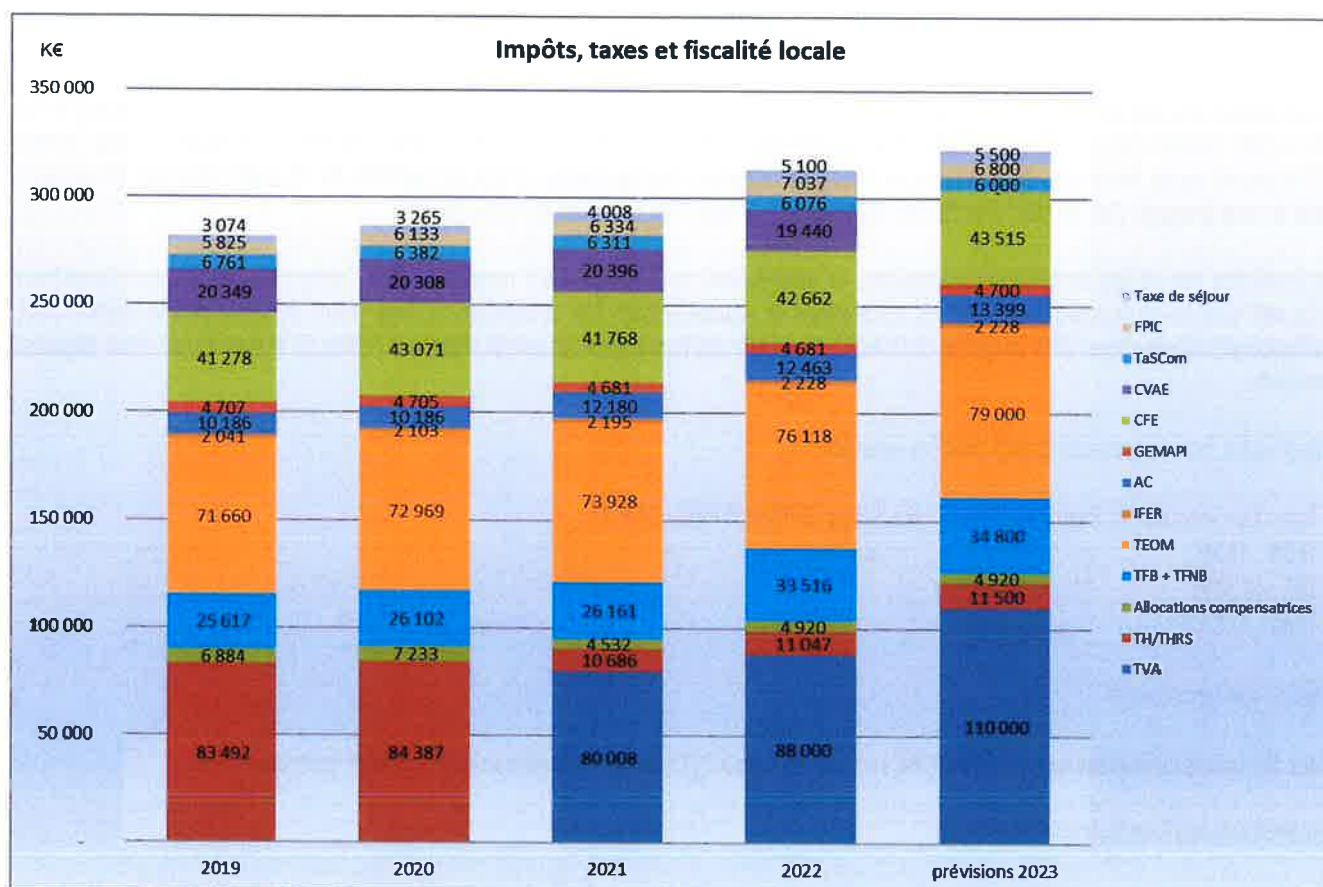
Suite à l'adoption du pacte financier et fiscal en mars 2022, l'attribution de compensation (AC) a fait l'objet d'une révision liée au transfert de la compétence collecte des ordures ménagères (lissée sur 5 ans) et aux nouvelles dispositions de répartition de la DSC. Elle est également révisée tous les ans en fonction du coût du service commun informatique avec la ville de Toulon. En 2022, l'AC versée par les communes est passée de 12,2M€ à 12,5 M€. Pour 2023 nous la prévoyons à 13,4 M€ dans l'attente du coût définitif du service commun informatique.

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Le montant du fonds national de 1 milliard d'euros est stabilisé depuis 2016. Nous prévoyons donc pour 2023 un produit équivalent à celui de 2022, soit 13 M€. Ce produit sera réparti entre TPM et les communes en fonction du coefficient d'intégration fiscale selon le droit commun et conformément au pacte financier et fiscal.

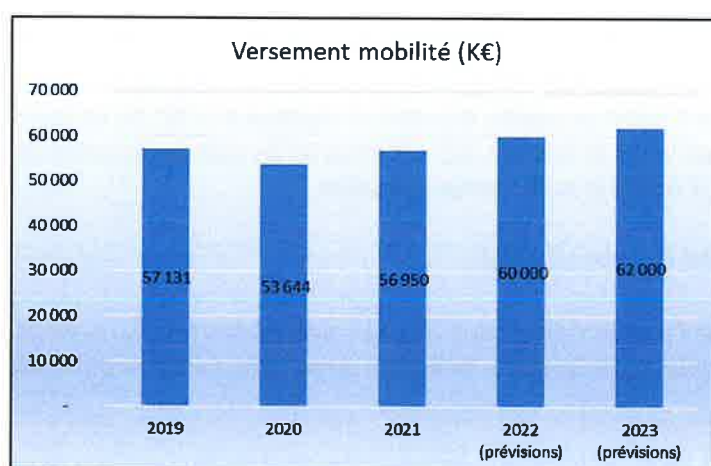
La Taxe de Séjour

En très forte évolution ces dernières années, son produit s'élève à plus de 5M€ en 2022 dont 90% seront reversés à notre Office Intercommunal du Tourisme et 10% au Conseil Départemental au titre de sa taxe additionnelle.



Le Versement Mobilité (VM)

En 2020, le produit du VM a chuté de près de 3,5 M€ suite à la crise sanitaire et à l'exonération des cotisations VM pour les salariés qui étaient placés en chômage partiel. En 2021, le VM a retrouvé un niveau légèrement inférieur à celui de 2019 à 57 M€. Pour 2022, les chiffres des 3 premiers trimestres sont encourageants et nous laissent entrevoir un produit se situant autour de 60 M€. Pour 2023, nous tableons donc sur un produit de 62 M€.



Les produits issus de l'Assainissement, de l'Eau Potable, des Ports, des Parkings et des services publics délégués

Le montant de la redevance d'assainissement sera conforme aux tarifs votés fin 2022. Les circuits comptables entre TPM et ses délégataires seront simplifiés avec pour effet une diminution de la section de fonctionnement en dépenses et en recettes.

Suite à l'arrêt de la CAA de Nantes du 8 janvier 2021, qui a conclu à la nécessité de ne disposer que d'un seul budget pour une même compétence SPIC y compris en présence de modes de gestion différents, les budgets annexes « DSP Eau », « Eau La Garde » et « Eau Six-Fours » seront regroupés dans un budget unique « Eau Potable » en 2023. Il en sera de même pour les budgets des ports du Lazaret, de Porquerolles, du Brusc, de St Elme, de l'Ayguade du Levant, de la Tour Fondue et de la Madrague de Giens qui seront regroupés au sein du budget « Ports métropolitains ».

Chaque ancien budget fera l'objet d'un suivi analytique dédié.

Le budget annexe « Pépinières et Hôtels d'entreprises » a été renommé « Espaces d'Activités Entrepreneuriales, Innovantes et Universitaires » et intégrera la gestion de la Maison de la Créativité située rue Chalucet dont l'acquisition doit intervenir fin 2022.

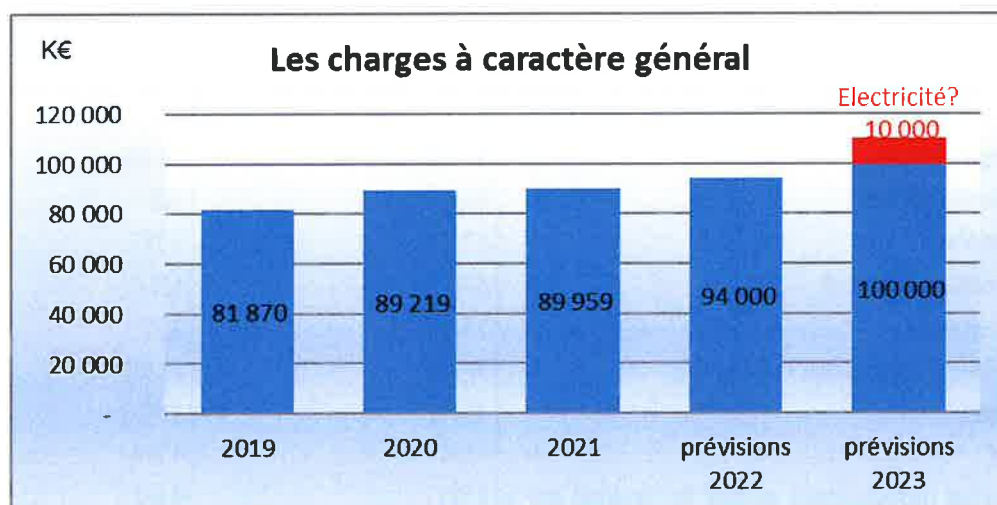
Pour 2023, les tarifs des parkings de 2022 seront reconduits.

Notre budget 2023 tiendra également compte des redevances versées par les délégataires ou concessionnaires (parcs de stationnement, concessions d'électricité et de gaz, réseaux de chaleur ou de froid, crématorium, eau potable, plages concédées par l'Etat, redevances d'occupation du domaine public) ainsi que des remboursements, par les communes et les budgets annexes, des frais de personnel mis à disposition.

2- Des charges de fonctionnement en nette augmentation

Les charges à caractère général

Elles correspondent aux coûts de fonctionnement de nos services et équipements. Les prestations de services en représentent plus de la moitié, correspondant essentiellement aux services de collecte des ordures ménagères et de propreté qui connaissent de fortes révisions de prix liées à l'inflation. Ce chapitre comptabilise également les charges d'électricité relatives à l'éclairage public et à nos équipements métropolitains. Ces charges représentaient environ 7 M€ par an jusqu'en 2021. Pour 2022 nous les estimons autour de 9,5M€ et certaines hypothèses envisagent une augmentation de près de 100% en 2023. Nous devons donc tenir compte de ces éléments lors du vote du budget primitif et anticiper l'utilisation du résultat 2022 lors du budget supplémentaire.



Les charges de personnel

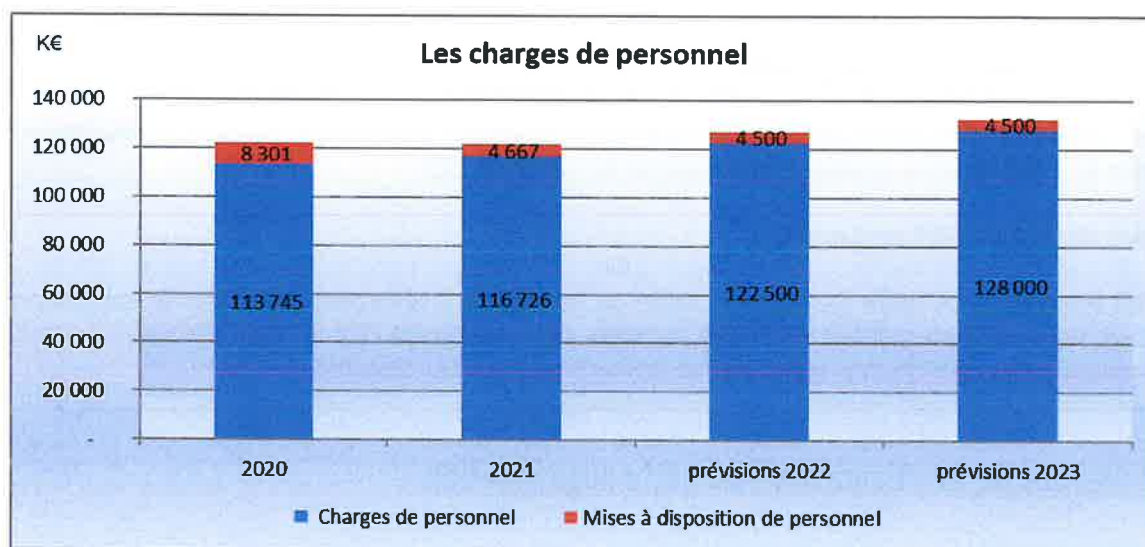
L'année 2022 a été marquée par l'attribution de points d'indice aux basses rémunérations, la revalorisation des carrières des catégories B et l'augmentation du point d'indice à hauteur de 3,5% au 01/07/2022.

En 2023, TPM continuera de mener une politique visant à limiter l'évolution de ses charges de personnel conformément aux engagements pris. Les prévisions 2023 prendront cependant en considération :

- Le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) correspondant à la variation automatique, de la masse salariale en application des avancements d'échelons et de grades, des promotions internes

- La refonte du Régime indemnitaire (RIFSEEP)

L'histogramme ci-après permet de visualiser l'évolution des charges de personnel sur 4 ans :



La structure des charges de personnel sur les 2 derniers exercices clos

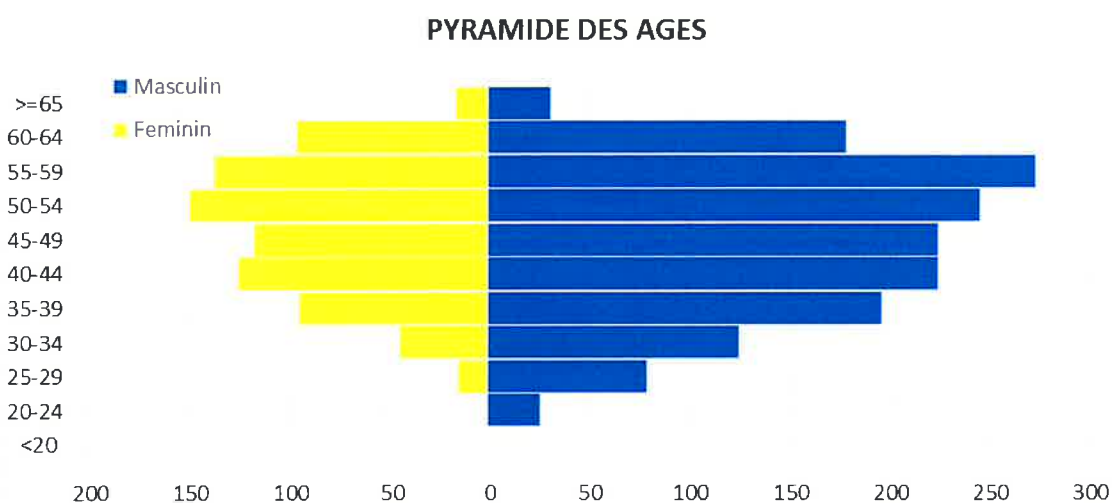
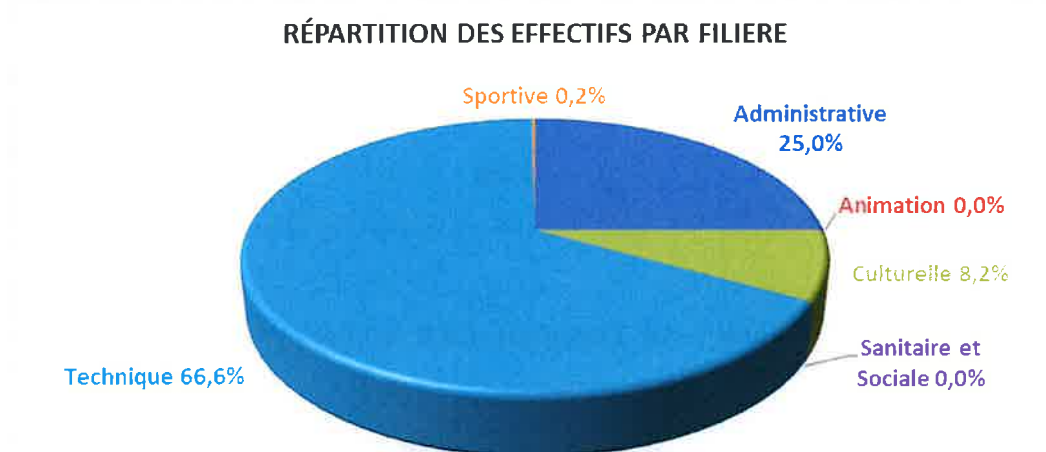
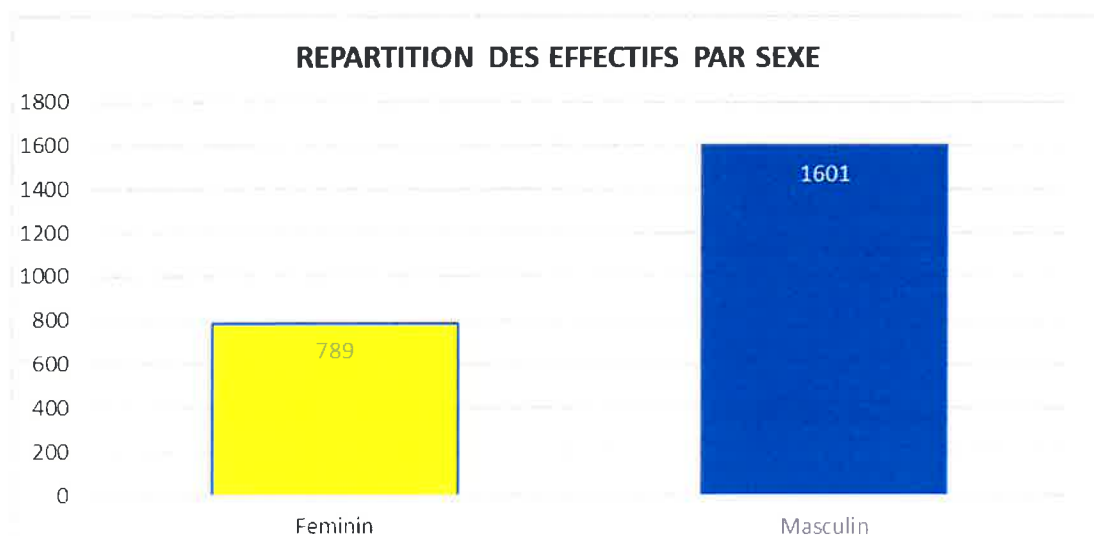
Le tableau ci-dessous reprend les différentes composantes du chapitre 012 par typologie de dépenses

Composantes des charges de personnel	Montant 2020 en k€ ⁽¹⁾	Montant 2021 en k€
Traitement de base indiciaire	57 141	58 603
Nouvelle Bonification Indiciaire	516	547
Indemnité de résidence	1 731	1 773
Supplément Familial de Traitement	620	623
Heures Supplémentaires	1 702	1 822
Régime indemnitaire et autres primes et indemnités	19 753	19 972
Charges patronales	30 778	31 593
Titres restaurant	1 504	1 793
Autres composantes (remboursement au titre du personnel mis à disposition, conventions, ...)	8 301	4 667
TOTAL	122 046	121 393

(1) Il est à préciser que le montant réalisé comprend des reliquats de paiements relatifs aux années 2018 et 2019 pour plus de 3.9 M€ ainsi que le transfert de 50 agents du département

La structure des effectifs

Les 3 graphiques ci-dessous permettent de visualiser la répartition de l'effectif par sexe, filière ou tranche d'âge au 31/07/2022 :



Soit un âge moyen de 47,6 ans.

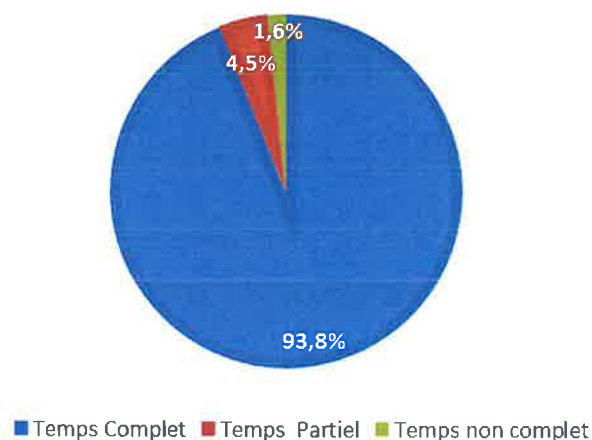
La durée du travail

Sur les 2 390 emplois permanents pourvus au 31/07/2022 :

- 93.8 % des agents (la quasi-totalité) exercent à temps plein.
- 4.5 % des agents travaillent à temps partiel
- 1.6 % des agents occupent un emploi à temps non complet.

Durée du travail au 31/07/2022	Nb d'agents	Pourcentage
Temps complet	2 243	93.8%
Temps partiel	108	4.5%
Temps non complet	39	1.6%
TOTAL	2 390	100%

TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS



Avantages en nature logement et véhicule

Logement :

La délibération n°22/02/06 du 24 février 2022 actualise la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être concédé par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreintes.

Véhicule :

La délibération n°18/12/389 du 18 décembre 2018 adopte le règlement intérieur fixant les conditions d'utilisation des véhicules de la Métropole.

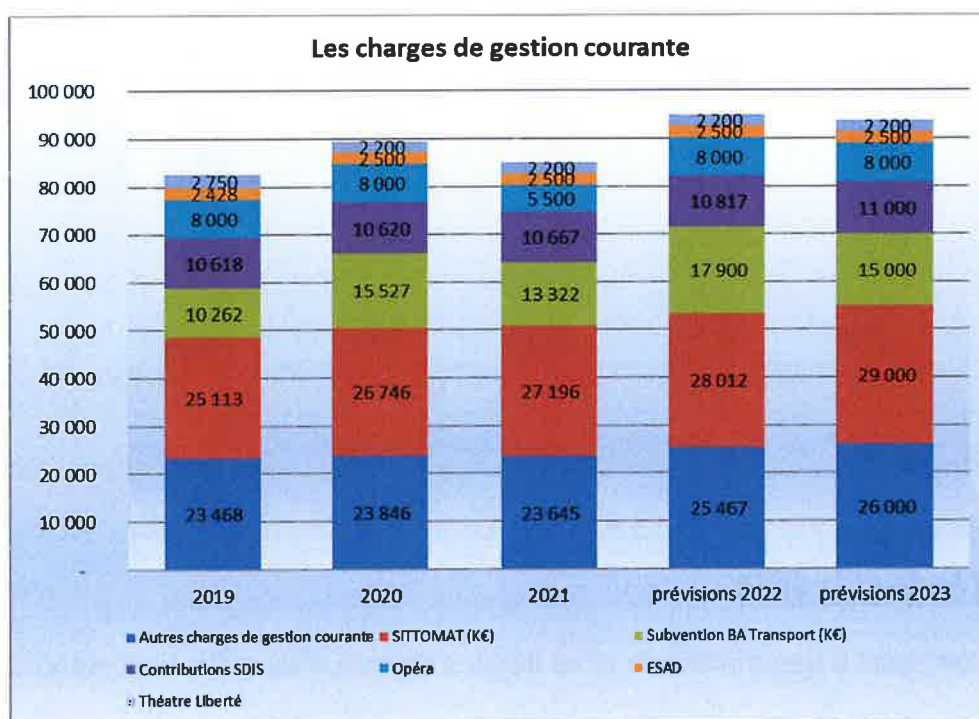
Les charges de gestion courante

Ce poste concerne le paiement des subventions, des participations à des organismes publics ou privés et des indemnités des conseillers communautaires. Il comporte notamment le coût du traitement des ordures ménagères (SITTOMAT), les subventions aux budgets annexes, au SDIS, à l'Opéra, au Théâtre Liberté, à l'ESAD, ... ainsi que les crédits relatifs au Fonds de solidarité logement (FSL) et à l'aide aux jeunes en difficulté (FAJ).

La subvention au budget annexe transports augmente en 2022 pour compenser d'une part l'augmentation de la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) versée à la RMTT, suite à son actualisation et à l'augmentation des indices et d'autre part, suite à la constitution d'une provision pour risques et charges sur ce budget. Pour 2023, cette subvention évoluera en fonction de la nouvelle DSP, actuellement en cours de négociations et dite à « forfait de charges ».

Les subventions aux budgets annexes PAM Saint-Mandrier et Espaces d'Activités Entrepreneuriales, Innovantes et Universitaires seront ajustées en fonction des investissements réalisés et des loyers à venir.

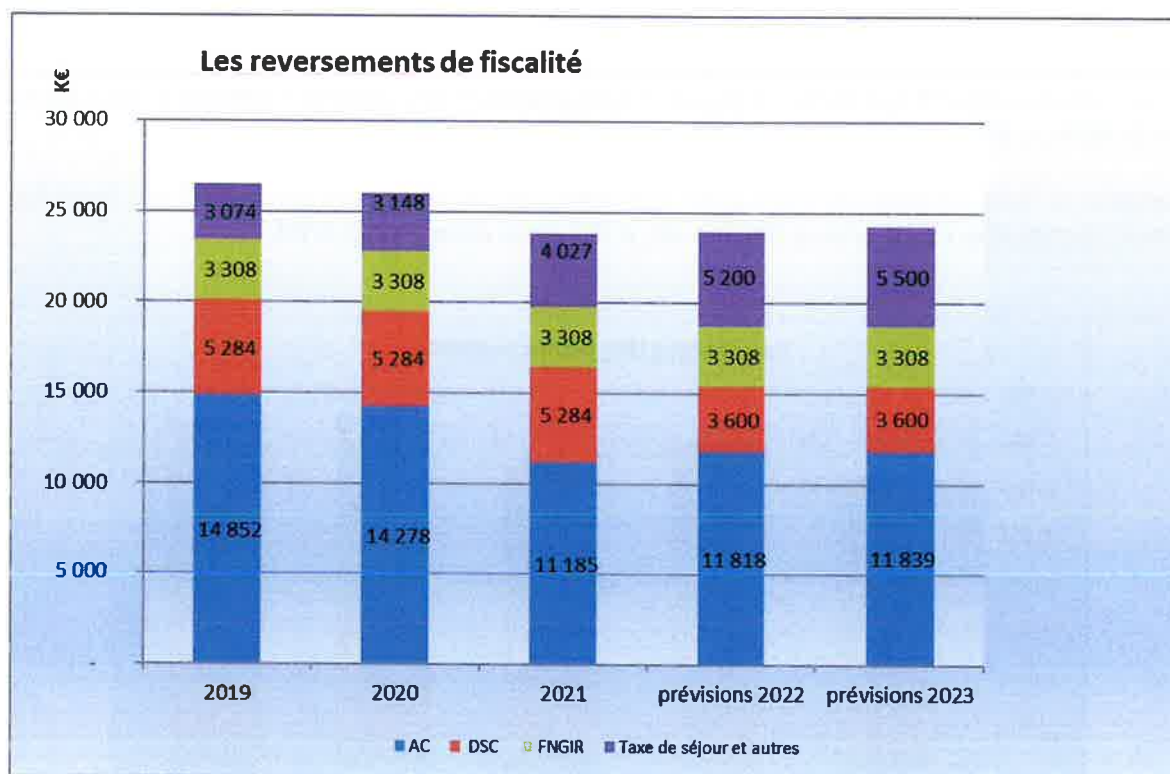
Concernant la subvention de l'Opéra, nous avons tenu compte en 2021 du versement d'une subvention exceptionnelle de 2,5M€ par le Conseil Départemental à l'Opéra, en ramenant notre subvention à 5,5M€ au lieu de 8M€. Pour 2022, et 2023 elle est prévue à hauteur de 8M€.



Les reversements de fiscalité

En 2022 et 2023 l'AC versée aux communes ainsi que la DSC tiendront compte des éléments de notre pacte financier et fiscal.

Ce chapitre budgétaire comporte également le reversement de la taxe de séjour (TS) à l'Office du Tourisme Communautaire et au Conseil Départemental ainsi que le prélèvement au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR).



3- L'épargne brute et la dette

Comme évoqué précédemment, malgré la pression inflationniste sur nos charges, le dynamisme de nos recettes devrait nous permettre de maintenir notre épargne autour de 50M€.

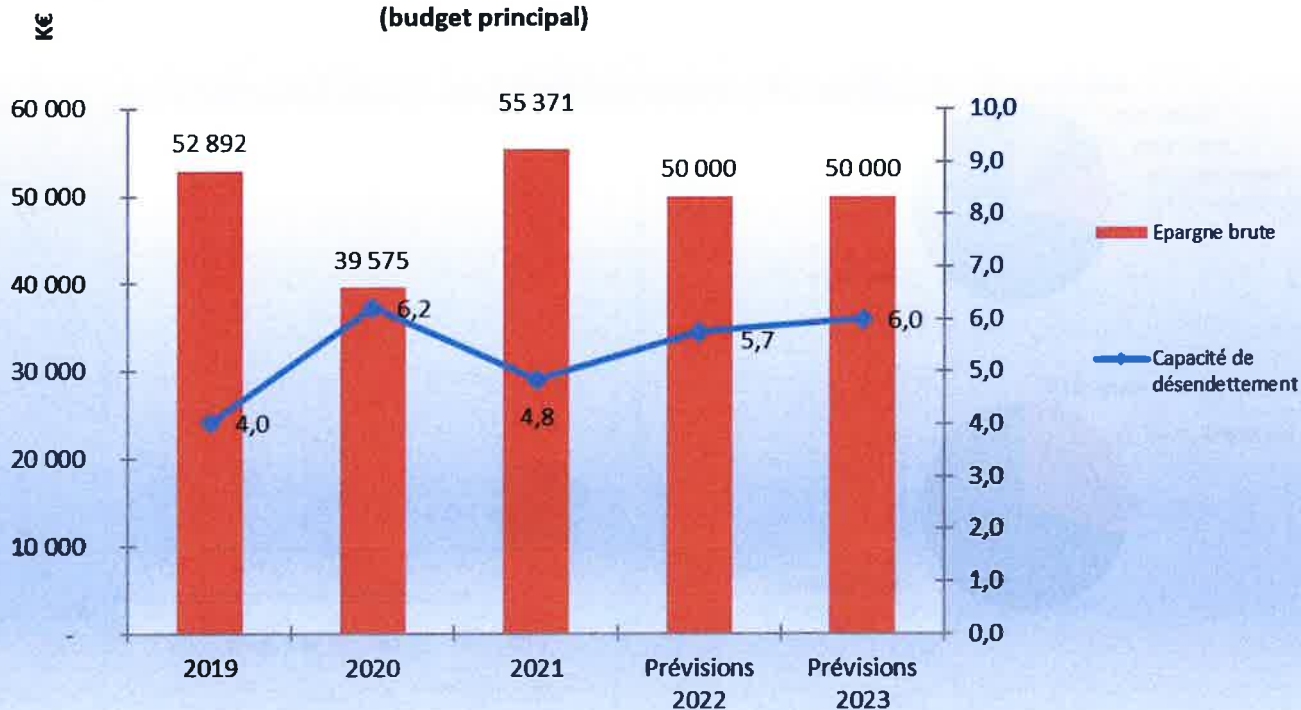
Nous maintenons cet objectif pour 2023 sachant qu'il dépendra en grande partie de l'évolution des prix de l'énergie.

Concernant notre dette, 40 M€ ont été contractés sur le budget principal et 20 M€ sur le budget annexe des transports, 40 M€ à taux fixe et 20 M€ à taux variable. Les taux ont connu une forte remontée en 2022, le temps des intérêts négatifs étant révolu.

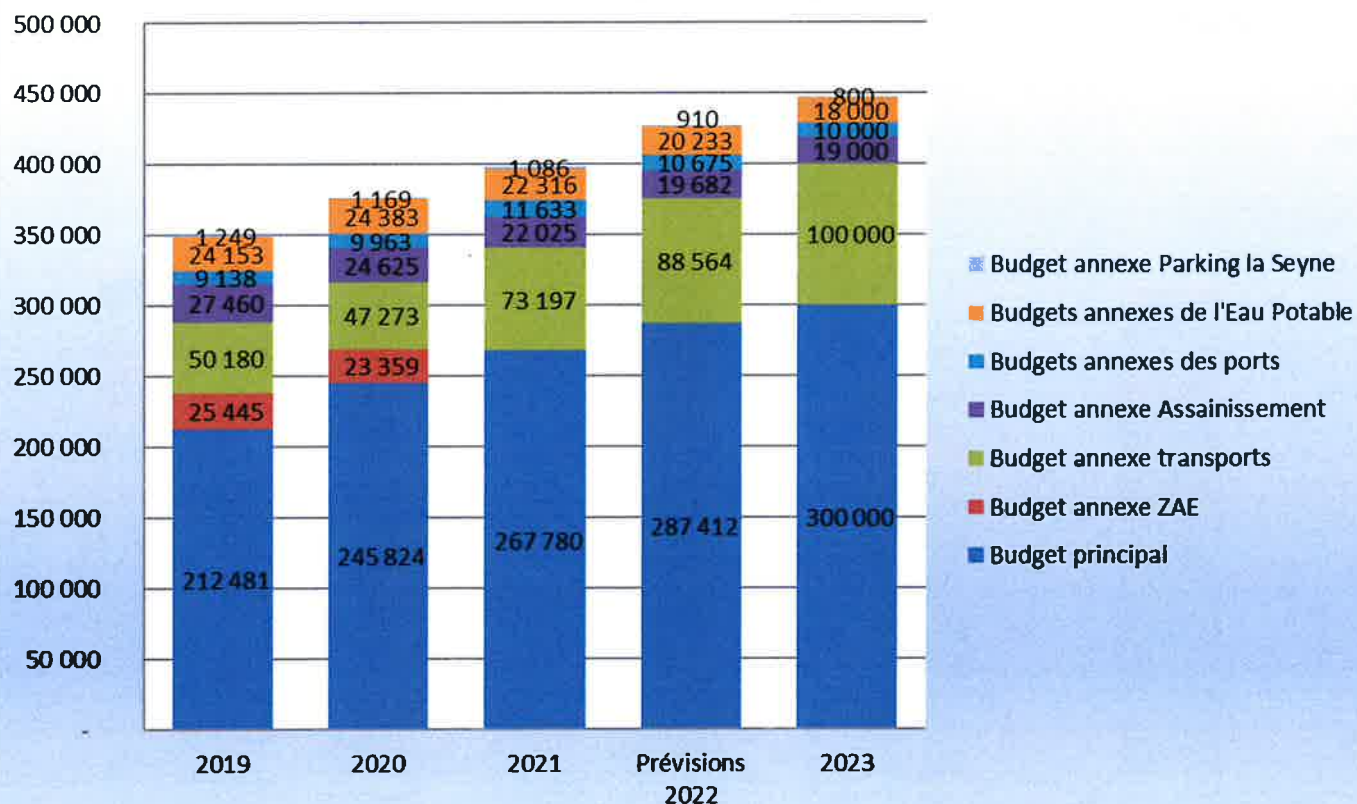
En 2022, le service global de la dette représente 38,5 M€ dont 8 M€ d'intérêts et 30,5 M€ de remboursement en capital.

Notre encours global de dette se situera donc à près de 430 M€ composé à 70 % en taux fixes et 30% en taux variables. Elle est sécurisée et intégralement classée en 1A selon la charte Gissler.

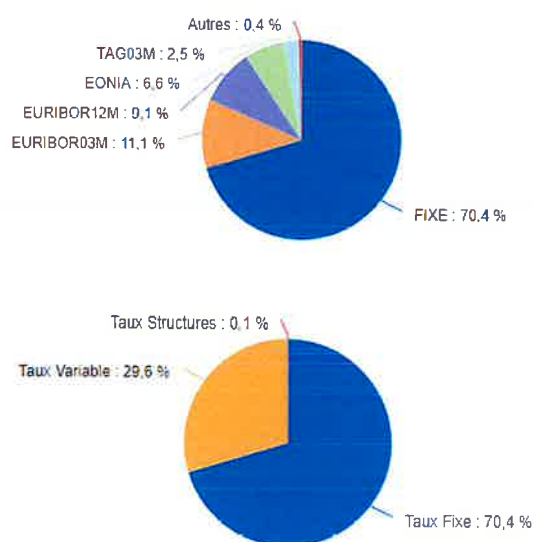
Evolution de l'épargne brute et de la capacité de désendettement
(budget principal)



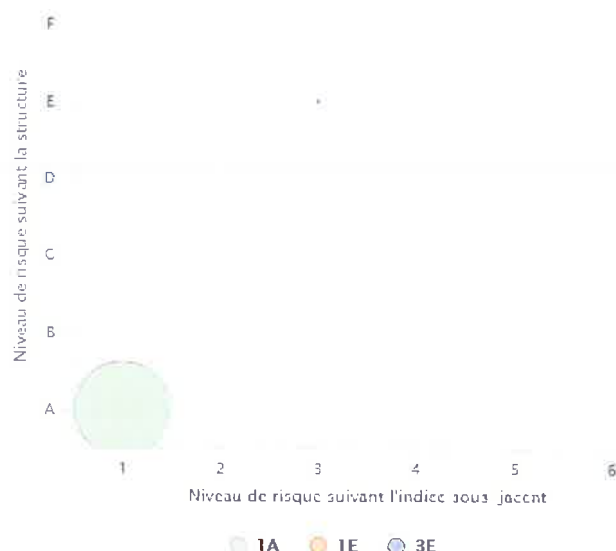
Evolution de la dette



Répartition de l'encours par type de taux :

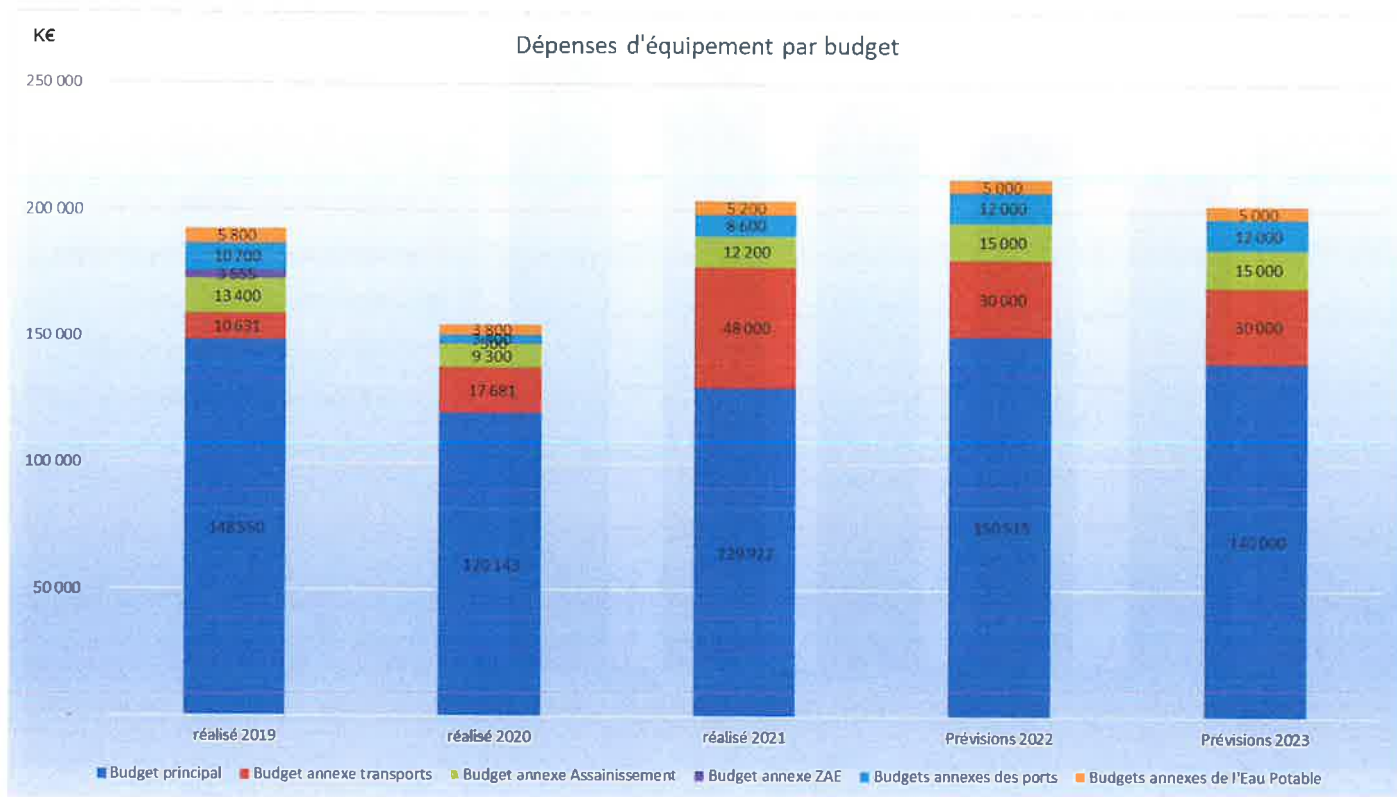


Niveau de risque des emprunts en cours (charte de Gissler) :



4- Un niveau d'investissement qui reste ambitieux

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des dépenses d'équipement réalisées par la Métropole. En 2022, les dépenses d'équipement réalisées devraient s'établir autour de 200 M€ :



La métropole poursuit au cours de l'exercice 2023 un programme ambitieux de projets d'investissement. Le recensement des projets est actualisé régulièrement dans le cadre de la planification pluriannuelle des investissements. Les opérations concernent les travaux et aménagements des bâtiments publics techniques,

culturels et sportifs ; un ensemble d'actions de proximité relatives aux voiries, zones d'activités, espaces urbains, les travaux et participations aux projets d'aménagement, les fonds de concours auprès des communes, des partenaires universitaires, des opérateurs dans le domaine de l'environnement et de la protection du territoire, les investissements liés à la compétence de collecte des déchets, les investissements en termes de moyens généraux nécessaires aux activités de la Métropole ...

Le recours au mode de gestion en autorisation de programme est accentué, les autorisations de programme sont mises en œuvre dès que l'ensemble des conditions de pluri annualité et d'envergure sont réunies. La planification des autorisations de programme est réalisée au moyen de délibérations prises en Conseil Métropolitain, elle détermine les échéanciers de crédits de paiement. Au titre de 2023, les crédits de paiement inscrits concerneront notamment les projets du plan local de l'habitat, l'achèvement du parking du Zénith, l'institut pour la formation des professions de santé (IFPVPS), le Datacenter, la politique de l'environnement et de prévention des risques, la corniche Tamaris et diverses opérations d'aménagement de voiries, la rénovation de l'Opéra, l'électrification de quais, l'assistance à maîtrise d'ouvrage du TCSP et le pôle d'échange multimodal :

Budget Principal - AP/CP en €	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Chalucet	1 012 309,00							
PLH stock	800 000,00	160 457,00	94 712,45					
PLH prévisionnel	6 000 000,00	7 798 005,53	5 888 863,42	3 986 771,62	2 495 595,29	1 518 000,00	1 188 000,00	377 006,00
Zénith	8 784 315,00	11 332 050,00						
IFPVPS	11 609 518,00	17 838 571,00	2 122 756,00	681 963,00				
MEUST	437 500,00	135 080,26						
Barrage dardennes	5 813 235,00	61 000,00						
Data center	3 000 000,00	3 200 000,00	1 000 000,00	100 000,00	16 311,00			
Confortement faron	6 750 000,00	3 961 978,00	3 113 025,00					
Schéma directeur eaux pluviales	1 350 000,00	1 700 000,00	936 833,60					
Corniche giovannini	746 693,17	150 000,00						
Jean monnet la crau	700 000,00	2 000 000,00	638 279,48					
HY-Aménagement quartier de la crestade	600 000,00	1 600 000,00	2 100 000,00	550 000,00				
Corniche Tamaris	4 116 753,00	6 700 000,00	6 700 000,00	6 700 000,00	5 700 000,00			
TO-Requalification de 3 places	3 441 720,00	3 350 000,35	949 999,80					
TO-Requalification ch de forgentier	552 518,00	50 000,00	1 200 000,00	1 049 999,71				
TO-Lutte contre les eaux de ruissellement	171 666,00	1 665 000,00	5 680 421,87					
2021-IUT RENOV	- €	1 600 000,00 €	250 000,00 €					
HY-Voiries	850 000,00	3 250 000,00	1 600 000,00	1 700 000,00				
Pont des arts	160 000,00	340 000,00	350 000,00	6 750 000,00	1 350 000,00			
Amenagement de l'ilot montety	900 000,00	2 500 000,00	900 000,00					
Amenagement de l'ilot de la loubiere	2 050 000,00	2 050 000,00						
Amenagement ch de tombouctou	2 000,00	538 000,00	2 460 000,00					
Renovation de l'Opéra	850 000,00	2 250 000,00	11 300 000,00	14 000 000,00	1 600 000,00			
AP SYMIELEC	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00			
Oursinières	200 000,00	2 150 000,00	2 150 000,00	1 100 000,00				
TASSIGNY		1 200 000,00	2 200 000,00	800 000,00				
Baie des Sablottes		630 000,00	800 000,00	11 850 000,00	2 020 000,00			
Mayol à Pipady	1 124 722,00	1 400 322,00	623 321,00	379 227,00	364 722,00			
Total :	64 022 949,17	81 610 464,14	55 058 212,62	51 647 961,33	15 546 628,29	1 518 000,00	1 188 000,00	377 006,00

Budget Port de commerce - AP/CP en €	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Electrification des quais	13 225 000,00	3 314 000,00	51 000,00			

Budget Transports - AP/CP en €	2022	2023	2024	2025	2026	2027
AMO TCSP	1 300 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	560 000,00
Pôle d'Echanges Multimodal de Hyères	300 000,00	800 000,00	800 000,00	10 800 000,00	11 000 000,00	300 000,00
Total :	1 600 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	12 000 000,00	12 200 000,00	860 000,00

La réalisation effective des crédits de paiement demeure une donnée complexe à appréhender, cependant les réflexions et efforts pour améliorer l'épargne brute sont menés afin de financer ces divers programmes d'investissement.

Le programme d'investissement du budget des Transports est constitué des acquisitions de bus et bateaux, du schéma d'accessibilité aux points d'arrêt, des aménagements de dépôt bus et des terminus, la modernisation des moyens, ainsi que des études et assistances à maîtrise d'ouvrage pour le TCSP.

Sur le budget annexe de l'Assainissement sont programmés pour l'année 2023 des opérations de renouvellement de réseaux, des aménagements de réseaux de la Moutonne-Gavary, la nouvelle STEP de Porquerolles, des travaux pour la station Amphitria ainsi que la station biogaz de l'Almanarre.

Le budget annexe de l'Eau a prévu des travaux de renouvellement de canalisation et de branchements, la mise en place d'une unité de filtration Chloridazone, des travaux concernant l'aqueduc de Carcès, une opération sur le schéma directeur et des investissements de modernisation des moyens informatiques.

Plusieurs investissements sont programmés pour continuer la politique de développement portuaire :

Dans le Port de commerce de Toulon :

- Poursuite des travaux d'électrification des quais ;
- Premiers tests de branchement des navires à quai fin avril ;
- Travaux importants de réfection et d'équipement des quais et d'entretien des fonds (dragages) pour l'accueil des ferries et des paquebots ;

Dans les ports de plaisance en régie directe :

- Port du Lazaret :
 - o Travaux de remplacement des pontons vétustes et dangereux achevés mi 2023 ;
 - o Travaux de mise en conformité de la capitainerie (amélioration du confort des agents) ;
- Port de Saint-Elme :
 - o Etudes relatives au suivi des différents impacts du chenal d'avivement.
- Port du Brusc :
 - o Travaux de dragage ;
 - o Sécurisation des accès aux pannes (par badges) afin d'améliorer les conditions de sécurité ;
 - o Accès au parking de la base nautique également régulé par un accès par badge ;
- Port de L'Aiguade du Levant :
 - o Début des travaux de mise en sécurité du plan d'eau après conclusion de l'enquête publique.
- Ports de Porquerolles, de la Tour Fondue et La Madrague de Giens :
 - o Travaux importants de maintien des installations et des ouvrages.

Dans les ports de plaisance concédés Toulon La Seyne Saint-Mandrier :

- Des travaux d'entretien essentiellement (en attendant le choix d'un nouveau gestionnaire fin de la DSP CCIV début 2023).

Pour les parkings, les investissements concerneront :

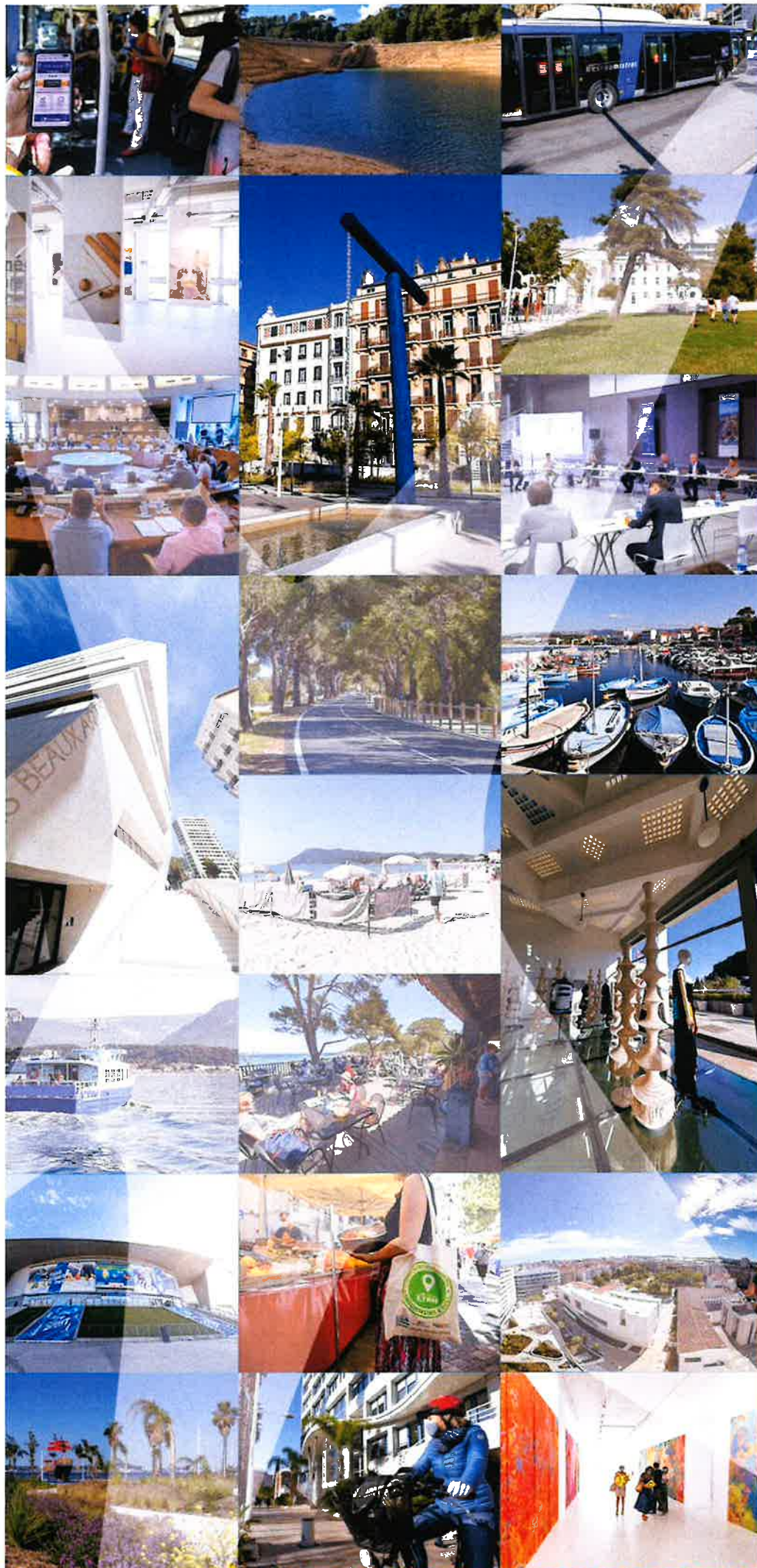
- La sécurisation des parkings (équipements anti intrusion ...) ;
- Le déploiement d'un système de jalonnement dynamique sur La Seyne et Six-Fours ;
- La réalisation des études nécessaires à l'amélioration des locaux d'accueil et de vie des personnels (Parking Martini à la Seyne et Tour Fondue).

Au niveau des recettes, pour financer ces investissements, priorité sera donnée à la préservation d'une capacité d'autofinancement (excédent de la section de fonctionnement) et à l'obtention de financements extérieurs avec un recours à l'emprunt limité au maximum. La recherche active de subventions reste une priorité pour l'ensemble des projets de la Métropole.

L'attribution de compensation d'investissement se traduit par une recette de 25,5M€, en diminution de 3M€ suite à la clause de revoyure.

Le FCTVA pour 2023 est estimé à 15 M€.

Enfin, le produit des amendes de police et des taxes d'aménagement viendront compléter nos recettes d'investissement pour environ 6 M€.



**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**

www.metropoleTPM.fr
 f t i metropoleTPM

Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon Cedex 9
Tél. : 04 94 93 83 00
Fax : 04 94 93 83 83

TOULON
LA SEYNE-SUR-MER
HYÈRES
SIX-FOURS-LES-PLAGES
LA GARDE
LA VALETTE-DU-VAR
LA CRAU
OLLIOULES
LE PRADET
CARQUEIRANNE
SAINT-MANDRIER-SUR-MER
LE REVEST-LES-EAUX

